

ARRETE DU MAIRE



ARRETE PERMANENT RELATIF A LA CREATION D'UNE PLACE DE STATIONNEMENT RESERVEES AUX PERSONNES HANDICAPEES OU A MOBILITE REDUITE

Le Maire,

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des

collectivités locales complétée et modifiée par la loi n°82/623 du 22

juillet 1982;

VU le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de

police en matière de circulation routière ;

VU les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2542-4 et L 2542-8 du Code Général

des Collectivités Territoriales;

VU la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des

chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapée,

notamment son article 45,

VU la Loi n°2015-300 du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement

des personnes en situation d'handicap titulaires de la carte de

stationnement (ou de la carte mobilité inclusion);

VU le Nouveau Code Pénal :

VU les arrêtés interministériels du 22 octobre 1963 modifiés et du

24 novembre 1967, relatifs à la signalisation routière ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de réserver des emplacements de stationnement our

les personnes handicapées ou à mobilité réduite ;

CONSIDERANT que la réglementation de l'arrêt et du stationnement répond à une

nécessité d'ordre public et d'intérêt général,

ARRÊTE

<u>Article 1</u>: Le stationnement est réservé à l'usage exclusif des voitures particulières

et est interdit en dehors des emplacements matérialisés situés au 2A

rue Ettore Bugatti à DORLISHEIM.

Article 2: Est instauré un emplacement matérialisé réservé exclusivement à l'arrêt

et au stationnement des véhicules utilisés par les personnes titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L.241-3-2 du Code de

l'Action Sociale et des Familles.

Article 3: La signalisation réglementaire sera mise en place par les services

techniques municipaux en ce qui concerne la voie publique

Accusé de réception en préfecture 067-216701011-20241218-24_01683-AR Date de télétransmission : 19/12/2024 Date de réception préfecture : 19/12/2024



Article 4:

Tout emplacement modifié, ajouté ou supprimé sera notifié, sans délais,

à l'autorité territoriale et fera l'objet d'un nouvel arrêté municipal.

Article 5:

Les véhicules en stationnement irrégulier pourront être enlevés, aux frais de leur propriétaire, dans les conditions prévues aux articles

R4212-49, R417-11 et R325-12 du Code de la Route

Article 6:

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie

conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois suivant sa date de publication.

Article 8:

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

> Monsieur le sous-préfet

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de MOLSHEIM

Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de MOLSHEIM

> Service technique municipal

> Police pluri-communale Dorlisheim - Molsheim

> Archives.

DORLISHEIM, le 18 décembre 2024

Le Maire, Gilbert ROTH

> Accusé de réception en préfecture 067-216701011-20241218-24_01683-AR Date de télétransmission : 19/12/2024 Date de réception préfecture : 19/12/2024